



ARRÊTÉ DU MAIRE
autorisant le maintien en fonctionnement
d'un Etablissement Recevant du Public
MAGASIN Carrefour Proxy (ex HUIT à HUIT)
Type M de catégorie 4

ARRÊTÉ N°121 - 24/08/2026

Le Maire de la commune de Cunlhat

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment son article L.2212-2 ;

Vu le code de la construction et de l'habitation, et notamment ses articles R.123-1 à R.123-55, R.152-6 et R.152-7 ;

Vu le décret n° 95-260 du 8 mars 1995 modifié relatif à la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité ;

Vu l'arrêté du ministre de l'intérieur du 25 juin 1980 modifié, portant règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public (ERP) ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 10/640 du 12 mars 2010 relatif à la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité et à ses sous-commissions spécialisées ;

Considérant l'avis favorable de la commission d'arrondissement de sécurité d'Ambert contre les risques d'incendie et de panique dans les ERP en date du 10 août 2026, relatif à la visite du 29 juillet 2026 de l'établissement MAGASIN Carrefour Proxi (ex HUIT A HUIT) Route de Domaize, 3 Zone Artisanale – 63590 CUNLHAT ;

A R R Ê T E :

Article 1^{er} : L'établissement dénommé « **MAGASIN Carrefour Proxy** » (ex **HUIT à HUIT**), sis **3 zone artisanale, route de Domaize à Cunlhat**, classé en **type M** de **4^{ème} catégorie** relevant de la réglementation des ERP est autorisé à poursuivre son exploitation.

Article 2 : La poursuite d'exploitation est conditionnée par la réalisation, le cas échéant, après déclaration ou autorisation de travaux, des prescriptions émises par la commission de sécurité du 10 août 2026 dans les délais fixés ci-dessous :

Prescriptions anciennes maintenues (visite contrôle du 28/06/2011)

R123-48 Dans le cadre de la mise en conformité de l'établissement par rapport aux dispositions réglementaires relatives à l'obligation d'accessibilité aux personnes en situation de handicap, avant le 1^{er} janvier 2015 (diagnostic avant le 1^{er} janvier 2011), prendre les mesures nécessaires à l'évacuation de ces mêmes personnes en application du règlement de sécurité modifié par l'arrêté du 24 septembre 2009 et l'arrêté du 11 décembre 2009.

- R123-48 Annexer le procès-verbal de la réaction au feu de la porte de réserve.
R123-5 En effet, l'exploitant a créé une porte dans la cloison existante de la réserve.

Prescriptions anciennes maintenues (visite contrôle du 26/01/2022)

- GE3§3 Renseigner dans le registre de sécurité les consignes d'évacuation mises en place en prenant en compte les différents types de handicap.

- R143-38 **Concernant le projet de transformation d'une réserve en bâtiment d'habitation (logement du directeur du magasin) autorisé par le permis de construire n° 132-01 A 002 après l'avis favorable de la sous-commission départementale de sécurité du 26/04/2021 et qui n'a toujours pas été réceptionné, la procédure suivante doit être respectée :**

Faire visiter l'établissement par la commission de sécurité au moins un jour avant l'ouverture au public prévue, solliciter son passage au moins un mois avant la date de réception envisagée.

Présenter au préventionniste SDIS en charge de la réception, deux jours ouvrés avant la date de la visite, les documents ci-dessous :

- l'attestation par laquelle le maître d'ouvrage certifie avoir fait effectuer l'ensemble des contrôles et vérifications techniques relatifs à la solidité conformément aux textes en vigueur,
- l'attestation du contrôleur technique précisant que celui-ci a bien exécuté l'ensemble de la mission L complétée des conclusions attestant la solidité de l'ouvrage.
- le rapport de vérifications réglementaires après travaux (RVRAT) rédigé conformément à l'article GE9 en comportant :
 - Les renseignements d'ordre général et administratif,
 - Les avis relatifs à la conformité émis dans l'ordre des dispositions réglementaires,
 - Les avis relatifs aux non-conformités avec un commentaire explicatif,
 - La liste complète des avis de non-conformité ainsi que leurs commentaires explicatifs, numérotée en une série unique, avec localisation des parties d'installations concernées, établie en début ou en fin de rapport,
 - Le rappel des prescriptions annexées au permis de construire ou à l'autorisation de travaux,
 - Le rappel des aggravations et des dérogations accordées par l'autorité administrative.

- L122-3 **Déposer un dossier complet de régularisation auprès du service instructeur pour les travaux réalisés sans autorisation par l'exploitant (modification de la zone de vente et de réserve).**

Lors de ce dépôt de dossier, prendre également en compte la prescription n°9 du présent rapport (mesures administratives des arrêtés du 13 juin 2017 et 15 novembre 2017 pour le type M) afin de déposer un unique dossier.

La procédure citée en pages 7 et 8 du PV de la CAS doit être respectée.



EL11 Installer un ou des dispositifs de coupure de couleur rouge, permettant la mise hors tension générale de l'installation électrique de l'établissement. Ces dispositifs doivent être inaccessibles au public, faciles à atteindre par les services de secours (à proximité du SSI ou de l'entrée principale) et ne doivent pas couper l'alimentation normale des installations de sécurité (éclairage de sécurité à source centralisée moyen d'alerte). Une signalétique « coupure générale électrique sapeurs-pompiers » doit être apposée.

GN10 **Déposer en mairie le dossier permettant l'application des mesures administratives des arrêtés du 13 juin 2017 et du 15 novembre 2017 modifiant celui du 25 juin 1980 portant approbation du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public (ERP) du type M.**

Cet arrêté vise à prendre en compte les évolutions d'exploitation des magasins de vente et des centres commerciaux, les enjeux liés à la sécurité du public, des travailleurs et des acteurs du secours ainsi que les enjeux économiques en adéquation avec les principes de simplification normative.

En tant que mesure administrative,

- le nouveau mode de calcul de l'effectif théorique de l'article M2 permettant de déterminer l'effectif de classement,
- les dispositions concernant le service de sécurité incendie prévues à l'article M29,
- la note d'organisation globale de la sécurité prévue à l'article M31,

sont applicables depuis le 1^{er} juillet 2017 aux établissements existants.

.../... (Cf. la suite page 9 du PV de la CAS).

**** PRESCRIPTIONS NOUVELLES ****

R143-44 Tenir à jour les registre de sécurité et y annexer les rapports de vérification des installations techniques et des moyens de secours.

GE9 Effectuer les travaux afin de remédier aux observations notées sur les rapports de vérification des installations électriques
Annexer les justificatifs à chaque rapports (levée d'observation).

EC8 à EC12 Remettre en état de fonctionnement l'éclairage de sécurité faisant fonction d'éclairage anti-panique.

CO27 et 28 Finir de vider l'ancien dépôt d'archives situé dans les combles du magasin. L'escalier doit être condamné afin d'éviter toute erreur en cas d'évacuation.

MS46§1 Assurer la formation des personnes désignées par le chef d'établissement à la manœuvre des moyens de secours contre l'incendie et à l'évacuation du public (manipulation des extincteurs, alarme, désenfumage, ...)

MS41 Apposer à chaque entrée de bâtiment un plan schématique, sous forme de pancarte inaltérable décrochable pour faciliter l'intervention des sapeurs-pompiers, représentant tous les niveaux ; doivent y figurer, outre les dégagements, les solutions équivalentes aux espaces d'attente sécurisés, les cloisonnements principaux et l'emplacement :

- Des divers locaux techniques ay autres locaux à risques particuliers ;
- Des dispositifs et commandes de sécurité ;
- Des organes de coupure des fluides ;

AR Prefecture

063-216301325-20260824-2026_08_24-AR
Reçu le 26/08/2026
Publié le 26/08/2026



République Française
Liberté, Egalité, Fraternité

- Des organes de coupure des sources d'énergies ;
- Des moyens d'extinction fixes et d'alarme.

Echéancier des travaux : Les travaux devront être réalisés pour janvier 2027.

Article 3 : A la réalisation des prescriptions, ou, dans tous les cas, à l'expiration des délai(s) fixés ci-dessus, l'exploitant tient informé le maire afin qu'il puisse apprécier l'opportunité de solliciter le passage de la commission de sécurité.

Article 4 : L'exploitant est tenu de maintenir son établissement en conformité avec les dispositions du code de la construction et de l'habitation et du règlement de sécurité contre l'incendie et la panique précités.

Article 5 : Tous les travaux qui ne sont pas soumis à permis de construire mais qui entraînent une modification de la distribution intérieure ou nécessitent l'utilisation d'équipement, de matériaux ou d'éléments de construction soumis à des exigences réglementaires, doivent faire l'objet d'une demande d'autorisation. Il en est de même des changements de destination des locaux, des travaux d'extension ou de remplacement des installations techniques et des aménagements susceptibles de modifier les conditions de desserte de l'établissement.

Article 6 : Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont Ferrand dans le délai de 2 mois à compter de sa notification.

Le Tribunal Administratif peut être saisi par « Télérecours Citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr

Article 7 : Le secrétaire général de la mairie, le chef de la brigade de gendarmerie ou le commissaire de police territorialement compétent, ainsi que l'exploitant de l'établissement susvisé sont chargés, chacun en ce qui le concerne, d'assurer l'exécution du présent arrêté.

Cunlhat, le 25 août 2026



Le Maire,

FARGETTE Frédéric

Notifié, publié le : 26 août 2026